



**CONSEIL
DÉPARTEMENTAL
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
DU BAS-RHIN – 23
février 2017**

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Directeur Académique, Monsieur le Vice-Président
du Conseil Départemental, Mesdames et Messieurs,

Alors que tout le monde au ministère comme au rectorat, au conseil départemental, dans les collèges, les lycées et les écoles se prépare la rentrée de septembre 2018, première rentrée pleinement préparée par le nouveau gouvernement, le Sgen-CFDT Alsace tient à dire ici que celle-ci ne se prépare pas sous les meilleures auspices. Cela pour 3 points essentiels :

Premier point, le manque de créations de postes va produire des effets catastrophiques sur tout le territoire, particulièrement en zone rurale et dans le premier degré.

La dotation de 33 emplois du premier degré affectés au département du Bas-Rhin pour la rentrée 2018 est clairement insuffisante au

regard du discours politique volontariste affiché par le Président de la République.

En décidant à la fois de supprimer des postes à l'Education Nationale ET de dédoubler les CP/CE1 en REP et REP+ on devait forcément en arriver là...Le ministère et le rectorat ont d'abord détricoté le dispositif «Plus de maîtres que de classe » avant même qu'il ait pu faire ses preuves, voilà maintenant venir les fermetures de classe dans les zones rurales, pourtant déjà souvent en difficulté : bref, il faut récupérer des postes partout où on peut...

En effet, le Sgen-CFDT Alsace dénonce une carte scolaire cruelle ! Même si ouvrir 91 classes peut sembler positif, il ne faut pas oublier que de trop nombreuses écoles rurales vont fermer une classe alors qu'elles n'ont qu'un élève sous le seuil et cela sur des effectifs uniquement prévisionnels de la mi-janvier.

Ce dispositif « 100% de réussite » qui nous semble bénéfique pour les élèves de l'Éducation Prioritaire et accompagné de moyens, se fait tout de même au détriment des autres classes des mêmes établissements et des autres écoles du département.

L'ambition est louable mais l'état des lieux demeure critique. La formation continue n'évolue pas et demeure exsangue et les moyens de remplacement restent insuffisants.

Second point, les coupes dans les budgets des départements opérées par l'Etat ont conduit le conseil départemental du Bas-Rhin

à diminuer de manière conséquente les dotations de fonctionnement des collèges et à forcer les conseils d'administration à prélever sur les fonds de réserve. Cela fut annoncé lors du dernier CDEN. Et depuis, combien de projets de sortie scolaire ont été annulés ? Combien de voyages scolaires et de classes vertes n'auront pas lieu ? Combien de matériel pédagogique indispensable manquera aux enseignants pour faire des cours innovants et motivants ? Plusieurs conseils d'administration ont refusé courageusement et souvent unanimement de voter des budgets réduits ou de prélever sur les fonds de réserve. Une plainte a même été déposée au tribunal administratif. Qu'allez-vous dire aux membres de ces conseils d'administration, M le président ? M le Directeur académique ? Va-t-on continuer avec un département qui dépense si peu pour l'éducation des jeunes citoyens ? Il faut savoir en effet que le département du Bas-Rhin dépense seulement 39 euros par habitant pour l'Education, et se classe ainsi 89e sur 101 départements français selon des chiffres officiels et consultables par tous.

Enfin, troisième et dernier point, votre projet de retouche de la carte scolaire dans l'agglomération strasbourgeoise nous semble pour le moins manquer d'ambition. Depuis plusieurs années, on nous annonce en effet une grande réflexion sur la mixité sociale et un projet de refonte globale de la carte scolaire. Or, que nous annonçait-on ? Certes le projet conduisant à affecter des élèves issus de la cité de l'III au collège de la Robertsau semble aller dans le bon sens à condition que des moyens nouveaux soient donnés aux équipes pour accueillir ces élèves dans de bonnes conditions. Mais pour les

deux autres projets que constate-t-on ? Que deux collèges situés en zone d'éducation prioritaire, Hans Arp et Lamartine, où les conditions d'enseignement sont particulièrement difficiles vont accueillir encore plus d'élèves souvent issus de quartiers défavorisés. Est-ce cela une politique de mixité sociale ? Pensez-vous vraiment que le collège Lamartine et que le collège Hans Arp soient des établissements « sans mise en tension » comme vous l'écrivez dans votre diaporama ? Surtout, allez-vous donner suffisamment de moyens humains et matériels à ces collèges pour qu'ils puissent fonctionner correctement ?

Ces 3 points là - les fermetures de classe dans les zones rurales, les coupes budgétaires dans les budgets de fonctionnement des collèges et l'absence de vraie politique de mixité sociale – ces trois points-là sont pour nous fondamentaux, et ils peuvent résumer une politique qui risque de mettre en danger notre cohésion sociale.

Nous réitérons donc ici l'attachement du Sgen et de la CFDT à un service public de qualité, garant de la cohésion sociale et accessible à toutes et à tous, un trésor public fait de femmes et d'hommes dont la valeur est celui de leur engagement au travail, désireux de bien faire par-delà les seules procédures et circulaires.